

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

VENDREDI

28

NOVEMBRE

1975

N° 46

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

éditorial

les grandes manoeuvres de chirac la cour de surete de l'etat contre les comites de soldats

Cette fois, le gouvernement sort la «grosse artillerie», contre le mouvement des appelés, et les formes qu'il prend aujourd'hui. Après les déclarations d'un certain nombre d'officiers généraux à la fois alarmantes et se voulant rassurantes, après les déclarations et les mesures prises par Bourges, c'est Chirac qui est descendu dans l'arène. Répondant à une question d'un député Républicain Indépendant qui avait eu la «surprise» de voir un tract du Parti Socialiste appelant à la création de comités de soldats, distribué Gare de l'Est, Chirac s'est fait menaçant : «une initiative très importante pour décourager ces tentatives de subversion sera prise». Le lendemain, hier, Lecanuet en faisait l'annonce : deux informations contre X sont ouvertes devant la Cour de Sûreté de l'État sur les «tentatives de démoralisation de l'armée», à la base aérienne de Cazaux et à Besançon. Déjà les tribunaux permanents des forces armées s'étaient particulièrement acharnés contre les soldats soupçonnés de participer à la lutte des appelés. Avec la Cour de Sûreté de l'État, ce sont non seulement les appelés, mais aussi les civils qui seront poursuivis.

Pourquoi cette brutale initiative ? Le mouvement des appelés ne date pas de quelques semaines. La création de comités de soldats, depuis l'appel des cents n'est pas un phénomène nouveau. Les raisons invoquées sont doubles : depuis l'annonce, à Besançon, puis à Chaumont par des comités de soldats de leur volonté de s'organiser en sections syndicales, qui s'était traduite par une répression immédiate la bourgeoisie tourne ses regards vers le Portugal. Ainsi, 8 militants des «Soldats Unis Vaincront», organisation de soldats portugais venus participer à des meetings de soutien au peuple portugais, sont systématiquement filés. Trois d'entre eux ont déjà été arrêtés à Clermont, Rouen et Toulouse, amenés à Paris pour être interrogés, et expulsés. De son côté, le général Lagarde dénonçait une prétendue organisation internationale spécialisée dans la subversion dans l'armée, «dont on peut voir les résultats au Portugal». Que la bourgeoisie n'admette pas que l'on remette en cause la moindre parcelle de son autorité au sein de l'armée est clair et vient d'une raison bien précise : comme le disait lui-même,

suite page 4

LE PEUPLE PORTUGAIS CONTRE L'OFFENSIVE REACTIONNAIRE

Dans la journée d'hier, à SETUBAL, s'est formé un comité de lutte. Les travailleurs en grève se sont rendus à la caserne du régiment d'infanterie de SETUBAL où le commandement leur a répondu qu'il ne soutenait pas un coup de force. Les travailleurs sont repartis aux cris de «Trahison». A 2 heures du matin, le Ralis démoralisé est rentré dans sa caserne. Dans la nuit un discours de Costa Gomes a annoncé qu'il était à la recherche de la vérité et qu'il ne pouvait pas annoncer encore le nom des responsables de ce coup «contre-révolutionnaire», et où il disait que les élections pour la prochaine assemblée législative constitueront un nouveau point de référence pour le processus en cours.

Suite page 8



GISCARD CHEZ JUAN PANTIN 1^{er}

«Nous étions voisins. Nous devenons amis». C'est par ces mots qu'un proche du nouveau roi Juan Pantin 1^{er} a rapporté la visite de Giscard à Madrid. Pour sa part, Giscard déclare être résolu à soutenir l'ouverture démocratique du «nouveau régime» espagnol. Nouveau, le régime l'est, assurément ! Giscard est arrivé après qu'on ait officiellement précisé que l'indulto, c'est-à-dire les mesures de clémence, ne sauraient concerner les prisonniers politiques. En d'autres termes, les combattants anti-franquistes resteront en prison ! La «décrispation» de la vie politique espagnole que Giscard prétend apporter par sa seule présence et sa forte sympathie avec Juan Carlos, on en a vu la preuve immédiate, dès les premiers instants de l'arrivée de Giscard chez Juan Carlos : à l'aéroport de Madrid, les journalistes, avides de photographier le visage satisfait de Giscard en arrivant chez son compère Juan Carlos, ont été matraqués assez sauvagement par les flics franquistes.

Suite page 8

PARIS-RHONE manifestation a Lyon contre les agressions des cadres et de la maitrise

voir notre article page 5

De 17 H 30 à 18 H 30 : manifestation de soutien à Paris-Rhône, la manifestation s'est terminée devant l'usine, elle regroupait plus d'un millier de travailleurs. Cette manifestation avait été appelée dans la journée pour protester contre l'intervention des cadres et de la maîtrise, sous la protection des CRS, qui avait délogé les grévistes qui occupaient l'usine de la Ferrandière. Au début de la manifestation l'ULCGT, voyant qu'elle ne pouvait imposer sa direction, a déclaré qu'il y avait des groupuscules gauchistes et dans ces conditions ne s'y associait pas. Ils sont donc repartis, à une trentaine, banderolles sous le bras.

La manifestation a été très combattive. Mots d'ordre :

«A bas les flics au service des patrons»
«Unité populaire autour des travailleurs de Paris-Rhône» (mot d'ordre très repris)
«C'est possible de lutter, c'est le moment»

A la fin de la manifestation, devant l'usine, prise de parole des diverses délégations. Brandt, Cables de Lyon, Sigma. Dans l'après-midi, une délégation de Paris-Rhône 3ème s'était rendue à l'inspection du travail à Villeurbanne. Ils ont été reçus par un permanent CGT «on ne peut pas négocier dans des conditions pareilles» «vous avez voulu les flics, vous les avez eu». Les travailleurs de Paris-Rhône ne se faisaient d'ailleurs aucune illusion.

la vie du journal

le quotidien du peuple

AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES UN JOURNAL FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT POUR CEUX QUI LUTTENT UN DEBAT PERMANENT POUR LA VERITE

communiqués

L'ensemble des Comités Espagne et des organisations anti-fascistes de Marseille ayant appelé à un rassemblement le soir même de la mort de Franco, la manifestation se déroulait dans la joie, (pétards, chants etc...), sur la Canebière, rassemblant 300 personnes qui exprimaient leur soutien aux travailleurs espagnols en lutte contre le fascisme, et leur solidarité avec les peuples d'Espagne.

En trois semaines d'intervalle, c'est la deuxième attaque que ce Comité Espagne a subit. En effet, il est indispensable de rappeler que lors du départ pour la marche d'Hendaye, un car avait été attaqué à coups de cocktails molotov, ce qui aurait pu provoquer un accident grave.

Dès cette semaine des plaintes et des appels seront adressés aux centrales syndicales, auxquelles appartiennent les camarades blessés, pour qu'elles interviennent dans ce processus. Grâce aux éléments connus actuellement, il est inconcevable que la police ne retrouve pas ces apprentis assassins !

Nous appelons tous les anti-franquistes et les anti-fascistes à soutenir et à populariser toutes les actions qui vont s'engager à partir de cette semaine.

DUNKERQUE.

Une réunion des lecteurs et des amis du Quotidien du Peuple se tiendra le vendredi 28 novembre à 18h30, au Centre Social de Grande Synthe.

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml)) Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19 CCP n° 23 132 48 F Paris Directeur de publication : Y. CHEVET imprimé par L.M.F. Diffusé par les NMPP Numéro de commission paritaire 56 942

DANS NOTRE COURRIER

DU TAC AU TAC.

Bravo pour le développement du Quotidien, les articles sur la vie quotidienne, les accidents (Lundi 17 : autorail contre car scolaire en panne). Continuez de répondre au tac au tac à la vie quotidienne imposée par Giscard.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 paris de 8 h.30 à 13 h.



Je vous remercie d'avoir fait paraître dans le Quotidien de vendredi, ma lettre d'avertissement de la CFEM de Fos-sur-Mer. J'ai eu de grandes et nombreuses discussions avec des camarades, non communistes, neutres et bien entendu des camarades révolutionnaires, concernant cet article. En gros, nous apprécions l'exactitude du texte, tel qu'il avait été écrit lorsque l'auteur l'a adressé au journal et la photocopie fait taire les langues non confiantes dans les articles du Quotidien.

En faisant lire ce quotidien de vendredi à des camarades du P(C)F, j'ai eu la surprise de les voir très satisfaits, et m'ont demandé de leur donner ce journal afin qu'ils puissent le faire voir dans leur entreprise à des délégués syndicaux...

Un des ces deux camarades (qui habite à Château-Neuf-les-Martigues), est ouvrier à Solmer. Il m'a certifié vous adresser prochainement un article et m'a demandé de le mettre en rapport avec la cellule de Martigues.

Dans le reste de l'article que je vous avais adressé, il y avait certaines phrases qui auraient portées leurs fruits, dommage que vous n'avez pas tout paru. En ce moment je vous prépare un article sur l'Office Public HLM qui m'avait convoqué au tribunal.

Dans le prochain courrier je cotiserai pour le Quotidien car le journal doit tenir et même s'étendre. Le peuple a faim de vérité et vous êtes le seul quotidien à pouvoir le satisfaire.

La fin de ta lettre sur la répression à la CFEM était destinée à passer dans la page «luttés ouvrières». Et c'est une question de place qui, au dernier moment, a fait qu'elle n'y figure pas. Il serait intéressant que le Quotidien se fasse davantage l'écho des critiques des ouvriers de la CFEM : en quoi il répond à leurs préoccupations, quelles discussions ont lieu autour... c'est ainsi qu'il s'améliorera. Nous comptons sur toi.

Nancy : bilan de la semaine de soutien au Quotidien du Peuple

C'est plusieurs centaines de personnes, qui au total, ont assisté à la semaine de film-débat en soutien au QdP, organisée par la section de Nancy du PCR (ml) et les amis du journal. Au travers de films sur la Chine, la lutte des peuples du monde, la lutte des femmes, l'art, nous voulions montrer ce qu'est le QdP : un journal qui par un large débat sur les problèmes de l'heure trace les perspectives du combat pour la révolution en France, soutien et informe sur les luttes des peuples du monde, montre ce qu'est réellement le socialisme tel qu'il existe en Chine et en Albanie. Ainsi, sur ce dernier sujet, le débat animé par le père Cardonnel, après la projection du film de Claudie Broyelle «Shangai au jour le jour», a été particulièrement vivant et intéressant. Beaucoup de questions sur la vie quotidienne en Chine mais aussi sur l'éducation, l'art, la

politique extérieure de la Chine, le PCC, montraient l'enthousiasme pour ce peuple édifiant une société socialiste.

La projection de «l'heure de la libération a sonnée» et le débat organisé avec l'Union des Etudiants Iraniens, ont permis que s'exprime la solidarité avec le peuple du Dhofar et tous les peuples du monde en lutte contre l'hégémonie. Dans leur intervention, les camarades iraniens ont dénoncé le rôle de chien de garde de l'impérialisme joué par le Shah d'Iran, montré le rôle exemplaire de la lutte du peuple du Dhofar.

Cette semaine a permis de faire connaître largement le QdP, mais elle n'est qu'un premier pas, notre effort ne doit pas se relâcher pour que vive et se développe le QdP.

correspondant Nancy

oui, un journal révolutionnaire financé par les travailleurs qui le lisent, c'est possible !

je souscris

10 F 50 F 100 F

Nom Profession Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS 150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom Profession Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

gagnons la bataille de la diffusion

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple - service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie (nom précis de la librairie)

au kiosque de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

sans la révolution prolétarienne pas de socialisme

Le principal obstacle à une claire conception de la nécessité de la révolution prolétarienne pour instaurer le socialisme, c'est le poids de l'idéologie révisionniste, cristallisée dans le P«C»F et les organisations où il impose sa direction.

révisionnisme et impérialisme

Le révisionnisme, en tant que forme prédominante que prend à une certaine étape historique l'idéologie bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, ne s'oppose pas de front à l'aspiration au socialisme, au projet d'une société où la classe ouvrière deviendrait maîtresse de l'ensemble des moyens de production. Il ne nie pas, il reconnaît formellement que l'«évolution» historique conduit au socialisme. Et cela à partir du moment où cette conscience du mouvement historique est devenue un acquis irréversible du mouvement ouvrier.

Ce qu'il nie, c'est que le processus qui mène au socialisme dans un pays capitaliste comme la France, aboutit nécessairement à une révolution politique, la révolution prolétarienne où la classe ouvrière détruit l'Etat bourgeois, tous ses corps répressifs (armée, justice, police) et administratifs, pour instaurer son propre pouvoir de classe dans tous les domaines. Que c'est là la condition, scientifiquement indispensable, pour que la classe ouvrière devienne effectivement maîtresse des moyens de production, les mette en œuvre au service de la société toute entière, abolisse l'exploitation de l'homme par l'homme et, dirige le processus qui amènera la disparition des classes et des différences de classe, débouchera sur la société sans classe, la société communiste.

L'idéologie révisionniste est le produit de toute une époque historique : elle prend corps et gangrène le mouvement ouvrier, dans la période précisément à la charnière du 19ème et du 20ème siècle, où le capitalisme de libre concurrence, dans plusieurs pays, et notamment la France, se transforme en capitalisme monopoliste, en impérialisme. Elle opère alors une profonde scission dans le mouvement socialiste.

D'une part le parti bolchevik principalement, avec Lénine développe l'analyse marxiste de l'impérialisme, fonde sa tactique et sa stratégie sur le fait que l'impérialisme marque une accentuation, une exacerbation des contradictions du capitalisme, qu'il met ainsi à l'ordre du jour la question de la révolution prolétarienne, la nécessité de concentrer l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière pour passer à l'assaut direct du pouvoir bourgeois et à sa destruction. Le révisionnisme dès cette époque tend au contraire à montrer que la transformation du capitalisme en impérialisme atténue ses contradictions, crée des conditions «nouvelles» telles que, loin de conduire à des affrontements de classe pour le pouvoir, l'exigence de la transformation socialiste de la société pourrait désormais se réaliser presque d'elle-même, par une évolution progressive, pacifique de la société capitaliste.

détruire l'Etat impérialiste

L'accentuation des contradictions du capitalisme, à l'époque de l'impérialisme n'a pas cessé de se transcrire, à l'échelle mondiale, dans des bouleversements aussi profonds que la Révolution d'Octobre, la Révolution chinoise, l'essor des mouvements de libération nationale, les secousses énormes produites par deux guerres mondiales...

Dans les métropoles impérialistes dont la France, jusqu'à présent aucune révolution prolétarienne ne s'est néanmoins produite, ni n'a pu aboutir à la victoire. C'est un fait, mais est-ce pour autant que les contradictions de ces sociétés impérialistes tendraient à s'atténuer ? Nullement. La concentration capitaliste, énormément accélérée a amené en retour une concentration sans précédent de la classe ouvrière : dans des usines géantes, dans des régions industrielles entières, dans des trusts. Ce sont là des conditions très favorables, pour que la classe ouvrière prenne à un plus haut degré, conscience de sa force de l'unité de ses intérêts fondamentaux, élargisse considérablement ses capacités de cohésion et d'organisation. D'autre part, cette concentration capitaliste a amené une centralisation très poussée des moyens de gestion

de la production, à l'échelle nationale en particulier. Elle a rendu ainsi évidente la possibilité d'une gestion de l'ensemble de l'économie, elle a forgé les instruments, qui permettraient à la classe ouvrière (à condition qu'elle instaure son pouvoir) une emprise beaucoup plus directe immédiate sur la mise en œuvre des moyens de production. Dans le même temps, l'exacerbation de la concurrence impérialiste a amené dans les métropoles mêmes, une accentuation constante de l'exploitation de la classe ouvrière sous toutes ses formes et notamment par l'intensification du travail.

La bourgeoisie impérialiste elle-même doit faire face, constamment, aux contradictions qui l'opposent aux autres bourgeoisies impérialistes, dans la lutte, constante, pour le repartage politique et économique du monde, et d'autre part, aux luttes des peuples sur lesquels elle prétend maintenir son oppression et son exploitation. Ce sont autant de facteurs qui affaiblissent à terme, sa capacité à perpétuer sa domination sur son propre prolétariat.

Cette accentuation des contradictions de la société capitaliste, la bourgeoisie y fait face, justement, au plan politique, par un renforcement sans précédent et continu de son appareil d'Etat. Fusionnant avec l'appareil des trusts, il rassemble de plus en plus, en un appareil unique, tous les moyens d'oppression dont la bourgeoisie, faisant bon gré mal gré bloc autour de la bourgeoisie monopoliste, a besoin pour étouffer, retarder, dévoyer l'explosion des contradictions de classe. Il planifie l'organisation de la vie sociale, dans tous les domaines en vue de maintenir le système d'exploitation.



C'est en ce sens que la destruction de ce bloc extrêmement lourd et complexe, qui se dresse quotidiennement comme l'obstacle principal aux exigences des plus larges masses, est plus que jamais, la tâche centrale, qui conditionne absolument la possibilité pour la classe ouvrière d'organiser la société dans l'intérêt du peuple tout

entier, de construire le socialisme.

vers la révolution prolétarienne

Le révisionnisme au contraire, se saisit de tous les moyens temporaires dont dispose l'impérialisme pour retarder l'éclatement de ses contradictions, les met en avant et montre à partir de là que l'étatisation du capitalisme, loin d'être le dernier recours du système capitaliste agonisant, serait une évolution inéluctable, progressive, qui mènerait sans heurt significatif, au socialisme. L'Etat capitaliste en étendant sans cesse ses domaines d'intervention, étant inévitablement amené à devenir finalement le représentant de la grande masse des travailleurs, de la «nation». C'est ce que le P«C»F appelle «pousser la démocratie jusqu'au bout».

Le révisionnisme est un prolongement de l'idéologie impérialiste, qui fait apparaître l'Etat (impérialiste) comme la seule force rationnelle, au-dessus des classes, capable d'assurer la cohésion et le progrès de l'ensemble de la société.

Le révisionnisme propose comme issue un remodelage et une réorientation de l'Etat impérialiste, et son renforcement.

Face aux contradictions inter-impérialistes, il propose par exemple une coopération renforcée de l'Etat impérialiste avec le social-impérialisme soviéti-

que. Face à la montée des peuples du Tiers-Monde, il propose une politique impérialiste d'Etat, plus «intelligente», des «contrats» à long terme avec les pays producteurs, etc... Face à l'aggravation de l'exploitation de la classe ouvrière, il propose le développement des «remèdes» étatiques pour tenter de retarder la mobilisation des masses :

FPA, indemnités, reclassements. Face à l'aggravation de l'oppression, un ravalement de la démocratie bourgeoise : «démocratisation de l'Etat», gestion démocratique des entreprises nationalisées, représentation à la proportionnelle, etc...

Prise dans une telle perspective la classe ouvrière se trouve profondément démobilisée, dépossédée de l'initiative et de l'autonomie politique.

Parce que le socialisme n'apparaît plus que comme l'aboutissement d'une évolution de l'ensemble de la société, de toute une série de couches et classes sociales. Et la classe ouvrière ne peut que jouer le rôle de levain, dans cette maturation de l'ensemble de la société. Tout conduit au socialisme, les petits patrons, les hauts fonctionnaires, les cadres de l'armée, tout le monde y serait amené par la force des choses. Tout y conduirait, et précisément pour cette raison, il faudrait que la classe ouvrière attende, ménage des étapes (démocratie avancée, programme commun) pour ne pas brusquer l'évolution des choses et des esprits. Le socialisme serait à notre porte, mais il recule toujours à la manière d'un horizon.



En fait, si les conditions objectives du socialisme sont mûres depuis des dizaines et des dizaines d'années dans notre pays, ce qui en empêche l'avènement, c'est précisément le retard des conditions subjectives, le fait que la classe ouvrière n'ait pas encore forgé son unité autour du projet révolutionnaire, ne soit pas encore constituée en une force politique autonome agissant clairement dans le sens de la Révolution Prolétarienne.

C'est en affirmant sa volonté de détruire l'Etat bourgeois, en traçant, dans l'action, l'alternative d'une autre société, socialiste, en démontrant sa capacité à diriger en tout, que la classe ouvrière peut désagréger les liens qui rattachent à l'impérialisme toute une série de couches intermédiaires et rassembler les conditions pour passer, le moment venu, à l'assaut de l'Etat bourgeois et instaurer sa dictature, le socialisme.

**RENNES :
LOUAZEL, LE PATRON EMPRI-
SONNÉ EST LIBÉRÉ**

Le schéma est désormais classique : un patron, ça ne saurait rester en prison plus de trois jours ! Comme Chapron, comme Planche, Louazel a été libéré trois jours après son incarcération, hier, par une cour d'appel réunie séance tenante. Une fois de plus, les patrons de la région devaient être informés à l'avance de cette décision, puisqu'ils manifestaient à cet instant devant le palais de justice. Au moment précis, où étaient enterrés les deux ouvriers morts sur le chantier, victimes de l'accélération des cadences, de l'exploitation capitaliste sous sa forme «paternaliste». Pour ces messieurs, la liberté de l'un des leurs est bien plus importante que la vie de deux ouvriers. C'est le même jour qu'un autre patron du bâtiment rennais, Bordini était condamné à un mois avec sursis et 1 500 F d'amende, après la mort d'un de ses ouvriers, sur un échafaudage où un garde-fou avait cédé, comme à Moulins. A noter à ce sujet, qu'une circulaire du syndicat des fabricants de tubes et raccords en PVC enjoint à ses adhérents de considérer comme nulles les normes fixées pour ces gardes-fous, normes qu'ils considèrent comme trop élevées...

**URSS :
VIVE LE CHÔMAGE !**

Un officiel soviétique a déclaré récemment à un groupe d'«experts» occidentaux des affaires soviétiques, que ce qui manquait à l'URSS pour développer son économie était «un volant de chômage». Ce même officiel a ajouté : «Ce qui nuit à l'efficacité de nos entreprises, c'est la sécurité de l'emploi. Il est actuellement difficile, pour un directeur de se débarrasser des mauvais employés. Nous voulons faire de nos ouvriers des Allemands ou des Japonais». Voilà un langage qui ira droit au cœur du CNPF.

**VILLEJUIF :
QUAND LES REVISIONNISTES
SORTENT LEURS CHIENS
POLICIERS**

Hier soir, à Villejuif, on faisait un collage des affiches qui appelaient à la manifestation anti-franquiste du jeudi 27 novembre, quand un type en blouson noir, muni d'une lampe, accompagné d'un chien policier, suivi de plusieurs autres, dont certains en moto, vint nous agresser, décollant nos affiches, renversant nos seaux de colle, nous menaçant. «Pour cette fois ça va, la prochaine fois, vous savez ce qui vous attend». Nous leur avons demandé qui ils étaient, et eux ont répondu : «Du parti révisionniste français, le vrai». C'est ça les libertés du PCF ? Souvenez-vous des chiens de Ponia à Chausson, on n'en est pas loin. A nous tous, travailleurs, cela nous donne un aperçu de ce que serait le PCF au gouvernement.

**CHINE :
LANCEMENT D'UN NOUVEAU
SATELLITE**

La République Populaire de Chine a procédé au lancement de son quatrième satellite artificiel (période : 173 km, apogée : 483 km). C'est un incontestable succès pour la technologie chinoise, dont le développement est assuré, non par la copie servile d'expériences étrangères, mais par l'application du principe «compter sur ses propres forces».

Chirac contre les appelés

SUITE DE LA PAGE 1

Bourges. *d'armée est le dernier rempart de la société libérale». Alors, que des soldats prétendent «rester des travailleurs sous l'uniforme», refusent le rôle de défenseur de l'ordre bourgeois et impérialiste qu'on leur assigne, osent présenter des revendications et s'organiser, est une chose d'autant plus intolérable qu'elle prend de l'ampleur à une période où se développe un important mouvement de la classe ouvrière. Et ce qui en fait la force, c'est qu'il s'accompagne d'une remise en cause de la domination de la bourgeoisie.*



La manifestation des appelés de Draguignan

En 1968, le premier soin de De Gaulle avait été de s'assurer de l'armée. Or aujourd'hui, conséquence de la crise politique que connaît notre pays, la perspective d'un puissant mouvement d'ensemble de la classe ouvrière est de plus en plus nette. Qu'une partie importante du contingent se solidarise avec ce mouvement est l'une des terreur qui agitent les chefs bourgeois.

La menace de «portugalisation» de l'armée, dans le sens où

les soldats-travailleurs s'organisent et sont prêts à marcher avec leurs camarades en lutte, n'est pas la seule explication à un tel déploiement de moyens répressifs. Chirac, dans son intervention, dénonce nommément le PS, présenté comme l'inspirateur des comités de soldats. Il ne faut se faire aucune illusion à ce sujet : Chirac sait très bien que le mouvement des appelés n'a pas grand-chose à voir avec le PS. Henu s'est d'ailleurs chargé de le rappeler à de multiples occasions, et l'attachement des partis du programme commun à une armée «républicaine», leur «confiance» en les cadres de cette armée, ne s'est jamais démentie, puisque pour ces partis, il ne s'agit nullement de remettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie, mais de se l'approprier. Par contre, ce qui inquiète bien plus les partis au pouvoir, c'est l'audience que la gauche, et tout particulièrement le PS, est susceptible de rencontrer chez un certain nombre d'officiers, même de grade élevé. Et il faut reconnaître que, derrière un soutien vague et général au mouvement des appelés, soutien pris en défaut à chaque initiative concrète comme celle de Besançon, c'est principalement vers les officiers que le PS mène son offensive, soit directement, soit par la CORAN (Convention pour l'Armée Nouvelle). Sur ce terrain, l'anticommunisme forcené des anciens élèves de Saint-Cyr ou de Saint-Maixent lui laisse d'ailleurs une certaine liberté d'action par rapport aux révisionnistes du PCF. Or l'équipe au pouvoir, et l'exemple du Portugal revient souvent dans les déclarations de ses représentants, n'est pas prête à céder cette chasse gardée que constitue pour elle la hiérarchie militaire. Au moment où se préparent de grands affrontements de classe, une armée faite pour les réprimer, ça doit pouvoir se commander, et pour cela n'avoir qu'un seul centre. Non point que la bourgeoisie ne fasse pas confiance, éventuellement à la gauche pour jouer ce rôle...

De toutes façons, il ne faut pas trop se faire de soucis pour les dirigeants du PS. Ils ne risquent pas grand-chose. Par contre, une répression importante menace aujourd'hui les soldats qui se battent contre l'armée bourgeoise, ainsi que tous ceux qui les soutiennent. Il faut d'ores et déjà se mobiliser contre cette répression, qui n'empêchera pas le mouvement des appelés de se développer et de murir, en liaison avec la lutte des travailleurs.

Eric BRÉHAT

le congrès du syndicat de la magistrature s'ouvre aujourd'hui

INTERVIEW DU JUGE PATUREAU

Le congrès du syndicat de la magistrature se tiendra vendredi samedi et dimanche. Nous avons demandé à M. Patureau, membre du bureau de présenter ce syndicat au moment où ce dernier est très violemment attaqué par des députés de la majorité et par Lecanuet. Le ministre de la justice a annoncé son intention de modifier l'organisation des études de magistrats, et d'appliquer strictement la loi en ce qui concerne la reconduction des juges d'instruction tous les trois ans. Ces deux mesures vont dans le même sens : renforcer le contrôle du pouvoir sur les juges qui remettent en cause leur rôle au service de l'ordre établi. Ce que propose Lecanuet pour que l'école ne forme plus que des juges aux ordres c'est que les études commencent par un stage probatoire. A l'issue de ce stage un contrôle serait effectué pour filtrer les «mauvais éléments». Pour compléter ce contrôle, le pouvoir se donne un

autre moyen. Il demande que le Conseil Supérieur de la Magistrature dont les membres sont tous nommés par le président de la République décide de la reconduction ou non des juges d'instruction dans leur affectation au bout de chaque période de trois ans.

Un juge d'instruction qui aurait tendance à inculper trop souvent des patrons risque ainsi de se retrouver à une autre affectation, que l'instruction, où il sera moins dangereux.

Actuellement, le gouvernement poursuit le recrutement latéral des magistrats, sans passer par l'Ecole de la Magistrature. L'offre des postes à des officiers de l'armée, des commissaires de police... avec lesquels il ne craint pas les ennuis.

Tout ceci montre que la bourgeoisie ne tolérera pas que son appareil judiciaire lui échappe un tant soit peu, c'est pourquoi il est illusoire de croire à la possibilité d'une justice indépendante du pouvoir bourgeois.



chaque année des milliers de travailleurs meurent, assassinés par le capital. Aujourd'hui certains juges remettent en cause cette justice au service unique d'une classe qui voudrait faire passer ces crimes pour de simples accidents dus à la fatalité

—Le Quotidien du Peuple : Le congrès du syndicat de la magistrature débute ce vendredi. Pouvez-vous le présenter ?

—Patureau : Le Syndicat de la Magistrature a été créé en juin 68 par de jeunes magistrats sortant de l'école. Très vite, il a reçu l'adhésion de nombreux magistrats de tous les âges. Ce terme de syndicat a choqué un certain nombre de magistrats. Mais nous entendions bien créer un véritable syndicat et non une organisation corporatiste de stricte défense des intérêts professionnels. Et nous voulions engager une réflexion sur la justice en France, ses méthodes, son rôle.

Ce qui nous semble important, c'est que la structure du syndicat a permis et permet la prise de parole, l'expression de tous les adhérents. La parole n'est pas monopolisée par la direction. L'organisation vise à la démocratie directe à tous les niveaux. A la base : la liberté d'expression permet une confrontation de tous les points de vue. Au niveau national : il y a un Conseil National élu, de 18 membres, et un Bureau de 7 membres élu par le Conseil. Le Bureau est renouvelé tous les ans. Les élus au Conseil le sont pour deux ans et leur mandat ne peut être renouvelé plus d'une fois consécutivement ; ce qui amène une rotation rapide des responsables. Le Congrès, est un congrès de

militants, non de mandataires, ne votent que les militants présents. Le vote par représentants n'est admis que pour les élections au Conseil et pour les modifications de statuts.

Autre aspect essentiel, c'est la transparence que nous voulons donner à notre fonctionnement. Les adhérents peuvent participer à toutes les réunions de Conseil et de Bureau. Toutes les prises de décisions sont immédiatement transmises à nos sections. Le thème des congrès annuels n'est pas imposé par l'appareil mais discuté et réfléchi par tous.

—Le QdP : Quelle est la démar-

che du Syndicat de la Magistrature ?

—Patureau : Nous voulons sortir la justice de sa tour d'ivoire. Nous invitons toutes les organisations professionnelles, les syndicats, les groupements de citoyens à participer à notre réflexion. L'apport du monde extérieur nous paraît fondamental pour connaître la réalité concrète du chômage, de la saisie et ne pas nous en tenir à l'idée abstraite que nous, magistrats, en avons. Nous voulons également montrer ce qu'est la justice en France, comment elle fonctionne, quelles sont ses contradictions. (nous reviendrons demain sur le déroulement du Congrès)

PARIS-RHONE

MALGRÉ L'ÉVACUATION DE L'USINE DU 3^e LA GREVE CONTINUE !

Hier matin à la Ferrandière (Paris-Rhône/Lyon 3^e), sous la protection des flics, un commando d'une cinquantaine de cadres et d'agents de maîtrise (dont certains de Paris-Rhône 8^e) Charrière en tête, ont pénétré dans l'usine. Sur ordre de certains dirigeants de la lutte, les grévistes ont évacué la boîte. «Il aurait fallu que des ouvriers de toutes les boîtes de Lyon, ou au moins du 8^e, soient avec nous ce matin». En effet, la décision d'évacuer l'usine n'a pas fait l'unanimité des travailleurs du 3^e qui se sont rendus compte que poursuivre l'occupation, faisait mal au patron et pesait dans les négociations. Groupés devant la boîte, les grévistes hurlaient leur haine des jaunes et scandaient «La lutte continue». Comme mercredi, à Paris-Rhône 8^e, c'est une poignée d'ouvriers seulement qui est entrée travailler sous la protection des flics. Aussi, hier matin, l'attitude de la CGT suscitait beaucoup de discussions. De nombreux ouvriers disaient, parlant des délégués révisionnistes : «Ils ne discutent jamais avec nous, les ouvriers, et s'ils pouvaient ils seraient comme le patron. C'est pour cela qu'ils s'entendent déjà si bien et que le patron ne veut discuter qu'avec eux». Pour dénoncer les attaques patronales et les manœuvres du P«C»F dans l'Union des Métaux CGT qui isolait la lutte des ouvriers de Paris-Rhône, une intervention

du PCR a eu lieu, appelant au soutien les travailleurs de Lyon et notamment de la métallurgie.

Mercredi soir face à l'intervention des flics dans le 8^e, le Comité de soutien aux travailleurs de Paris-Rhône a convoqué une réunion exceptionnelle. Et le soir même, des peintures dénonçaient l'intervention des flics à Paris-Rhône et affirmaient la volonté des travailleurs de continuer la lutte jusqu'au bout, couvrant les murs de la ville. Le Comité s'est mobilisé depuis pour appeler par tracts dans les quartiers et aux points d'affluence de la ville à une manifestation des ouvriers de Paris-Rhône (8^e) affrontent les cadres lors de l'évacuation

tion, jeudi soir à 17 heures, convoquée par les Unions Départementales CFDT et CGT, et qui regroupe les travailleurs de Paris-Rhône et de nombreuses délégations des autres usines lyonnaises.

Un gala de soutien est organisé vendredi, à 20 H 30, au théâtre du 8^e

Car si les usines sont aux mains du patron, personne n'est rentré, hormis une poignée de jaunes : la lutte continue !

Henri GRANGE



STRASBOURG — CLARK : LA GREVE SE RENFORCE !

Aujourd'hui, à Clark, l'occupation continue.

Ne pouvant rentrer, ce matin, une poignée de non-grévistes se regroupent en face, sous la houlette du délégué CGC, ils abandonnent vite le trottoir. Dans l'usine, les travailleurs s'organisent, des commissions sont mises en place.

Cet après-midi, une forte délégation de la TELIC est venue apporter son soutien, les grévistes avaient déjà reçus les postiers de Bischheim. Dans la cantine, on affiche les messages de solidarité, des informations... Le moral est à l'enthousiasme, on envisage sereinement les prochaines journées d'occupation. Une délégation, cet après-midi, conduite par les deux délégués syndicaux, est allée à la chambre patronale pour une tentative de négociations.

La direction a fait un diktat en trois points :

- Présence des cadres à la négociation.
- Négociations avec le Comité d'Entreprise et pas avec les délégués syndicaux et des syndiqués.
- Levée de l'occupation.

La délégation de Clark a refusé d'accepter cela et l'occupation continue sur les revendications :

- 40 heures payées 43.
- Journées de grève payées.

La question importante à l'heure actuelle, c'est la popularisation. Un délégué CGT disait «Même s'il le faut, on est parti pour battre le record d'occupation des LIP !».

Correspondant Strasbourg.

SAINT-GOBAIN (ORLÉANS) GREVE CONTRE LE CHÔMAGE PARTIEL ET LA RÉPRESSION

La plus importante entreprise chimique d'Orléans est en grève depuis mardi matin. La combativité des travailleurs s'est donc exprimée avant même la journée d'action du 26. C'est une sanction donnée à 4 ouvriers de la sécurité qui a déclenché la lutte. Pendant la journée où la production est arrêtée, à cause du chômage partiel, la direction a voulu obliger ces ouvriers à préparer la production «pour que ça reparte plus vite». Devant le refus de ceux-ci, le directeur lui-même a donné quatre avertissements. Il faut dire qu'il y a un mois, un débrayage massif avait permis d'obtenir que les gars de la sécurité ne fassent pas de production pendant le jour chômé.

Depuis mardi matin, la grève

est suivie à 100 % à la fabrication et elle est presque totale dans les autres ateliers. Prévue dans le cadre de la journée d'action, une manifestation a eu lieu, sous la pluie, à la Chapelle-Saint-Mesmin et sur la Nationale 152 : plus de 500 ouvriers y participaient. Voyant passer la manifestation, un retraité de la verrerie nous disait : «Maintenant qu'ils tiennent le bon bout, il ne faut plus qu'ils lâchent», traduisant ainsi le soutien de la population.

Partis en lutte contre des sanctions, les ouvriers y rajoutent aujourd'hui la lutte contre le chômage partiel et en font leur objectif principal : «Suppression du chômage partiel !». L'issue de la lutte dépend au-

jourd'hui de sa prise en main par les travailleurs eux-mêmes dans une boîte où le P«C»F est «fortement» présent. Hier après-midi se tenait une assemblée générale qui devait organiser l'occupation à laquelle appelaient les syndicats.

L'organisation de la grève, la prise en main par l'ensemble des ouvriers dans l'unité, avec des revendications précises, la création d'un vaste mouvement de soutien sur Orléans, la liaison Saint-Gobain/Orléans/Sovirel, voilà les conditions de la victoire. Ce sont là les objectifs des syndicalistes révolutionnaires et des militants du PCR (ml) de l'entreprise.

correspondant Orléans

SOTRACOMET (MOSELLE) UN MOIS DE LUTTE CONTRE LA FERMETURE

Fin octobre, les 424 travailleurs de SOTRACOMET arrêtent le travail et occupent leur usine, suite à l'annonce de sa fermeture pour bientôt. Depuis, le patronat et l'administration judiciaire de la boîte essaient par tous les moyens de faire reprendre le travail afin d'achever les commandes en cours, ils vont jusqu'à proposer de multiplier par quatre les salaires pendant les deux mois de préavis.

Mais pour les travailleurs de SOTRACOMET, le choix est clair :

- soit reprendre le travail en recevant une grosse prime, mais dans ce cas, ils iront rejoindre d'ici deux mois, la liste déjà longue des chômeurs ;

- soit continuer la lutte jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée. Leur arme : les commandes en cours, actuellement bloquées et qui représentent un milliard d'anciens francs. Les travailleurs de SOTRACOMET sont très conscients de l'importance de leur lutte. D'autant que leur usine est une des plus importantes de la fabrication des métaux de la région, et que d'autres usines analogues entre autres VOYER, STERIL... sont dans une situation comparable. Leur échec entrainerait la fermeture de toutes ces boîtes. La direction départementale de la CFDT métaux, malgré la forte détermination des travailleurs, essaie déjà de faire accepter l'idée de

mutations et, pour cela, fait venir Edmond Maire pour tenir un meeting dans l'usine. Forts de leur unité et de leur détermination, les travailleurs ne doivent pas céder d'un pouce.

Ni licenciement, ni mutation, SOTRACOMET vivra ! Les travailleurs de SOTRACOMET sont au bout de leurs possibilités financières. L'enjeu est d'importance.

les fonds sont à envoyer à :
«Solidarité travailleurs Sotracomet»
CMDP Mézières-les-Metz,
compte 157 61 040

correspondant Thionville

GRADIGNAN

coup de feu sur des grévistes

Gradignan, commune de la banlieue ouest de Bordeaux. L'électronique appliquée : 200 ouvriers dont 112 OS, 40 employés, 40 cadres, personnel au trois quarts féminin. Fabrication de matériel électronique pour la médecine (stimulateur cardiaque) et pour l'armée.

Pour 186 heures de travail, le salaire mensuel OS2 est de 1 310 francs !

Le vendredi 31 octobre, une information faite au niveau du personnel par la section syndicale CFDT déclenche un débrayage avec dépôt de revendications à la direction. L'après-midi la direction prend la parole devant le personnel réuni. A l'issue de cette prise de parole, 120 ouvriers votent la grève. Leurs revendications : réajustement immédiat des salaires, 13^e mois, revalorisation trimestrielle des salaires, droit syndical dans l'entreprise.

Le 12 novembre, le PDG descend de Paris. Il fait des propositions. Il n'y a pas de négociations.

Le 14 novembre, les ouvriers décident l'établissement d'un piquet de grève. La police intervient et les chasse.

Le 18, la direction parisienne envoie un négociateur, on discute mais les choses n'avancent guère.

Le 24, cette même direction fait de nouvelles propositions en recul sur les précédentes. Les

ouvriers décident d'établir à nouveau un piquet de grève. Le lendemain, ils placent des chaînes aux portes. De l'intérieur un ouvrier sur ordre de la direction, sort avec un chalumeau pour les faire sauter. Les grévistes discutent avec lui pour l'en dissuader. A quelques mètres en arrière, un vigile, embauché depuis les grèves, (des chiens aussi ont apparus), comme par hasard, ce vigile est le fils de l'ouvrier au chalumeau. Il sort son revolver et tire. La balle passe si près d'une ouvrière que son pantalon est traversé. La police intervient aussitôt... pour disperser les grévistes.

Cette agression n'a pas entamé la détermination des grévistes. Au contraire. L'après-midi, ils manifestent à la préfecture, à l'inspection du travail... Au même moment d'ailleurs que les travailleurs d'autres entreprises en lutte. A Bordeaux il ne se passe pas de jour sans pareille manifestation (Tachon, Lesieur, Sam Cazenave, Blanchaud, etc.) Une telle multiplication des foyers de lutte pose aux travailleurs la question : comment unifier notre combat.

Correspondant Bordeaux

Pour correspondance et soutien aux grévistes de l'électronique appliquée :

Maison des Jeunes
33170 - GRADIGNAN

A PORON TROYES, APRÈS LA DÉLÉGATION DES OUVRIÈRES DE CHATILLON

Ambiance inhabituelle mercredi matin, à l'usine des Bas Trévois. Les ouvrières trouvent les portes fermées et doivent passer par une petite porte bien gardée par les gros bras de la direction. C'est que les ouvrières de Chatillon, après s'être fait expulser de l'usine du Labourat (autre usine Poron de Troyes) voulaient appeler les Bas Trévois à débrayer.

Réaction d'un délégué CGT : «C'est normal, elles n'ont pas le droit d'entrer» !

Depuis quelques temps, dans les ateliers, à la cantine, ça discute ferme sur la grève de Chatillon : à Troyes aussi, les raisons de lutte sont grandes. Le point clé : les cadences, le salaire au rendement qui oblige à se crever pour boucler le budget. On met les ouvriers à la retraite anticipée à 62 ans, mais ils ne sont pas remplacés.

Et pourtant, jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu de mouvement massif, la solidarité avec Chatillon, malgré la sympathie, n'a encore pu se concrétiser. La question du salaire au rendement n'est que très peu abordée dans la propagande syndicale. Pourtant, c'est le moment de lutter : la mévente actuelle réduit la marge de manœuvre de Poron, qui ne peut pas faire de stock. Et une grève à Troyes, où se fait le plus gros de la production générerait Poron, ce qui explique la politique de force de la direction.

Alors même que la grève avait déjà commencé à Chatillon, les directions syndicales avaient laissé pourrir un mouvement de lutte pour la défense d'un syndicaliste révolutionnaire licencié.

correspondant local

femmes

FEMMES AU FOYER : CHOMAGE CAMOUFLÉ

Dans les chiffres de demandes d'emploi non satisfaites, on ne compte pas les femmes au foyer. Et pourtant, même si elles n'en ont pas toujours conscience, elle sont bel et bien des chômeuses. *L'idéologie de la « femme au foyer » est en perte de vitesse.* Alors que depuis le début du siècle le pourcentage de femmes « actives » baissait sensiblement, le milieu des années soixante a vu ce nombre remonter ; l'économie se développait, et avait besoin de main-d'œuvre féminine, et dans le même temps, le pouvoir d'achat qui ne cessait de baisser rendait nécessaire deux salaires dans un foyer. Avec l'industrialisation, les campagnes se vidaient, et les travailleurs étaient obligés de venir se loger dans les grandes cités anonymes des

banlieues, où les femmes à la maison, isolées, faisaient un travail de moins en moins productif. Tous ces éléments concourent à l'affaiblissement de l'idéologie de la « femme au foyer », surtout chez les jeunes générations. Et si aujourd'hui, certaines jeunes femmes ne travaillent pas, c'est essentiellement parce que la société n'organise rien pour la garde et l'éducation des enfants, qui soit satisfaisant. Si rien n'est fait, ce n'est pas par hasard. La bourgeoisie n'a pas besoin, actuellement que trop de femmes demandent du travail, ajoutent leur pression à celle des autres chômeuses.

Mais plus profondément, la bourgeoisie a besoin qu'un certain nombre de femmes restent au foyer, pour que, coupées de

la vie sociale, elles accèdent difficilement à la compréhension de la lutte de classe, jouent un rôle de frein par rapport aux luttes de leurs maris, et s'imposent comme idéal aux femmes qui travaillent.

Cependant, de plus en plus, les femmes au foyer prennent conscience que leur vie est enserrée par le capitalisme ; que si elles restent à la maison, ce n'est pas par un véritable choix, mais par obligation. De plus en plus, elles comprennent la nécessité de lutter, et, en particulier, contre le chômage, dont elle sont les victimes, ajoutant aux revendications des chômeurs, la construction de crèches, et de garderies adaptées à leurs besoins.

Thérèse VERNET.

« les femmes au foyer devraient se considérer comme des chômeuses ».

Martine habite à la ZUP de Vaux en Velin, près de Lyon. Elle reste au foyer où elle élève ses deux enfants.

« Il y a tellement de femmes comme moi, qui restent à la maison, c'est tellement dans les mœurs, qu'on considère ça comme normal. Quand c'est un homme qui est sans travail, c'est pas pareil. Juste à un moment, je me suis sentie chômeuse, c'est quand mon mari était au chômage. J'aurais travaillé, on n'aurait pas eu tant de problèmes. Et pourtant, c'est vrai que, même maintenant, si je pouvais, je travaillerais. J'ai commencé à travailler à 17 ans, même si c'était dur, j'avais des copines... Je n'étais pas isolée comme aujourd'hui. Il y a 4 ans, j'ai une fille. A qui la laisser ? Il n'y a pas de crèche ; la laisser à une nourrice ! On ne sait jamais sur qui on tombe... Alors, j'ai arrêté de travailler. De toutes fa-

çons, je suis retombée enceinte tout de suite après. On a eu du mal à s'en sortir, on avait un gros loyer, et mon mari ne gagnait pas beaucoup. Il nous a fallu demander un prêt à la banque. Si j'avais pu travailler, je l'aurais fait. Maintenant, mes enfants vont à l'école, et il n'est toujours pas question que je travaille. Ce ne serait pas avantageux. Pour deux enfants, pour les faire accompagner le matin, les faire garder pendant les vacances, et quand ils sont malades, ça me coûterait plus de 700F. Alors, quand on gagne le SMIC, on fait ses comptes, et il ne reste plus grand chose. Et puis, je vois ma cousine, toujours en train de courir. Les enfants de ci, les enfants de là, elle travaille en équipe contraire avec sa mère. Mais ce n'est pas une vie ! C'est vrai que, quand on réfléchit bien, on voit que les femmes au foyer devraient se considérer comme des chômeuses... »

Tsouei Yu-Lan raconte : « NOUS NE SOMMES PLUS CES MÉNAGERES QUI N'AVAIENT EN TÊTE QUE LEURS PRÉOCCUPATIONS FAMILIALES... »

La nouvelle Chine ne connaît pas le chômage. Progressivement, le chômage qui avait été créé par l'ancienne société, a été résorbé par le développement de la production socialiste. Bien plus, on manque de bras. Cela n'est possible que parce que c'est le peuple qui a le pouvoir, et la propriété des moyens de production, parce le but du socialisme, ce n'est pas le profit et les bas salaires, mais le bien-être de tous. Les femmes, comme les hommes, jouissent du droit au plein emploi. C'est une ancienne ménagère, femme d'un menuisier d'une société du bâtiment de Pékin qui parle.

« C'est en 58, avec le grand Bond en Avant, que 7 ménagères et moi, nous avons mis sur pied une « usine chimique », pour produire du chlorure de calcium anhydre pour le compte de la société de matières premières de l'industrie chimique ».

AU LENDEMAIN DE LA LIBÉRATION

Expliquant que conquérir l'égalité devant la loi est une chose ; la gagner dans les faits en est une autre, elle raconte que « juste au lendemain de la Libération (1949), les ménagères, qui ne pouvaient gagner elles-mêmes de l'argent devaient en demander à leur mari pour les moindres dépenses personnelles. Reléguées en marge de toute activité politique au service du peuple, elles n'arrivaient pas à améliorer rapidement leur position sociale ; elles se rendaient compte que l'émancipation définitive de la femme ne commençait qu'avec sa participation à la production sociale et aux activités politiques en société socialiste.

« MON MARI FINIT PAR ME DONNER RAISON »

En 1958, avec le « Grand Bond en Avant », de l'économie nationale, le Parti lança un appel aux ménagères et les invita à prendre part aux activités productrices, pour construire le socialisme.

...La fondation de la Chine nouvelle n'avait pas aboli immédiatement toutes les idées féodales du mépris de la femme ; il fallait encore faire la guerre aux survivances idéologiques en faveur de l'autorité du mari. Ainsi son mari m'a dit : « Tout compte fait, l'argent que tu gagnes, n'ajoutera pas grand chose aux revenus de la famille. Il vaudrait mieux que tu t'occupes seulement de la cuisine et des enfants ? » Mais je me souvins des souffrances passées, et de ce que nous avait apporté le socialisme : vie matérielle garantie pour la famille, droit d'être et d'être élue, égalité des citoyens des deux sexes, concorde familiale... « Si je veux travailler, expliquai-je à mon mari, ce n'est pas dans le seul but de gagner quelque argent, mais de participer aux activités productrices, pour la construction du socialisme ». Mon mari finit par me donner raison.

Dans le même temps, la Fédération des femmes organisait des « causeries entre maris », et les syndicats expliquaient aux ouvriers et employés la nécessité de laisser les ménagères apporter leur contribution à l'éducation nationale. Il est vrai que la femme sortie, une partie des travaux de ménage retombaient sur les épaules du mari... En famille donc, nous nous partageâmes les tâches... Mais comme le travail de mon mari à l'usine était assez fatigant, je faisais de mon mieux pour lui donner du repos...

QUE FAIRE DES GOSSÉS ?

Un autre problème se posait : que faire des gosses ? Les crèches et les jardins d'enfants gérés par l'Etat étaient pleins. Il fut donc décidé, dans notre groupe de 8 ménagères, de confier nos petits enfants aux soins de deux d'entre nous... Bientôt, la Fédération des femmes fit ouvrir une crèche dans notre rue. Elle s'était financée par les fonds d'accumulation des entreprises gérées par la population et bénéficiait de l'aide de l'Etat qui lui fournissait locaux et équipements. Les frais de garde

et y sont modiques... Quand elles virent que les bambins étaient moins bien soignés, les mamans se débarrassèrent de tout souci.

DE NOS PROPRES MAINS...

Notre décision de créer une usine nous attira bien des railleries de la part des voisins fortement attachés aux habitudes anciennes. « Dire que ces femmes illettrées, bonnes à pétrir la pâte vont fonder une usine... ». Ce n'était pas de telles sottises qui allaient nous décourager ! Il est vrai que nos moyens étaient bien limités, mais, à l'appel du Parti, une aide efficace afflua de toutes parts : de l'Etat, de la Société du bâtiment, de la Société de matières de l'Industrie chimique, des habitants du quartier. De nos propres mains, nous nous mîmes à réparer le toit du local... à bâtir un four... Le feu allumé, notre entreprise démarra. Les femmes progressent au même rythme que leur usine. Débutant avec un niveau d'instruction élémentaire, elles n'en ont pas moins réussi, à force d'application, à maîtriser la technique. Elles savent maintenant lire les épures ou faire fonctionner des machines-outils.

NOUS NE SOMMES PLUS CES MÉNAGERES QUI N'AVAIENT EN TÊTE QUE LES PRÉOCCUPATIONS FAMILIALES ou qui perdaient leur temps à parler chiffons. Aujourd'hui, nous voyons plus loin. Notre premier souci est de travailler davantage et toujours mieux pour le socialisme. Nous ne sommes plus, vis-à-vis de nos maris, des « subordonnées » mais des « camarades ». Les liens conjugaux, loin de se relâcher du fait de l'indépendance de la femme, n'ont fait que se resserrer davantage. Les époux trouvent un langage commun, beaucoup plus riche lorsqu'ils ont à cœur les intérêts de la collectivité et du peuple... »

A partir de la « Chine en construction » - mars 74



« changement de saison » LE TRAVAIL EN PAYS CAPITALISTE LIBÉRERAIT—IL LES FEMMES ?

Il y a quelques jours, la télévision passait « Changement de saison ». Ce film raconte, en partant de problèmes et de situations réelles, l'aventure d'une femme de quarante ans, femme d'ouvrier, qui, après avoir élevé ses deux enfants, décide de retravailler. Tout ce qu'elle trouve, étant donnée l'ampleur du chômage dans sa région, c'est un emploi à Paris : elle doit quitter sa famille, Dieppe, sa ville où rien ne lui est offert. Le choix qu'elle fait, c'est de prendre une chambre en ville, et de ne rentrer à Dieppe qu'en fin de semaine.

Au départ, si elle fait ce choix, c'est pour permettre à ses enfants de faire des études ; elle n'y gagne rien, sauf la fatigue et la solitude... Cependant, elle poursuit cette vie, parce qu'elle refuse de rester chez elle. Et tout cela nous est présenté comme une victoire, comme la libération d'une femme.

Beaucoup de femmes de 40 ans qui ont élevé leurs enfants voudraient retravailler ; certaines trouvent du travail, la plupart n'en trouvent plus. Il est évident qu'il faut se battre contre le chômage pour le droit à l'emploi pour tous. Les femmes, en plus d'un second salaire, nécessaire pour vivre, y trouvent la solidarité de classe. Mais, peut-on appeler cela libération ? Peut-on appeler libération le travail dans les entreprises capitalistes, que le film ne se prive d'ailleurs pas de nous montrer, où des dizaines de secrétaires tapent à longueur de journée avec les cadences, les primes de rendement, les salaires dérisoires, les crises de nerfs... bref, sont exploitées. Alors le but caché non avoué du film, ne

serait-il pas de décourager les femmes qui cherchent aujourd'hui du travail, et donc de les écarter de la lutte contre le chômage ?

« Qui opprime les femmes ? » : l'homme ou le système capitaliste ? Le film montre avec insistance l'opposition du mari au fait que sa femme retravaille, et les reproches de la femme à son mari qui l'aurait enfermée à la maison alors que lui avait ses réunions... et ne s'occupait de rien à la maison. Le modèle opposé qui est mis en valeur, c'est un jeune couple (des cousins chez qui elle habite provisoirement à Paris) où les tâches sont réparties équitablement, le mari donnant le biberon au gamin le soir, la femme le matin. Mettre en avant uniquement cette solution (qui par ailleurs, en elle-même est positive), revient à dire qu'il ne s'agit pas d'un problème de société, de prise en charge collective des tâches ménagères, mais que tout n'est qu'un problème de mentalité, d'individus, qui finalement peuvent s'arranger entre eux, pour permettre aux femmes de travailler. Les solutions que la bourgeoisie propose, à travers ce film, pour la « libération des femmes » ce serait donc le partage de l'esclavage domestique, et le travail oppresseur. Rien qui ne dérange la bourgeoisie, au contraire ! Belle libération, en vérité !

Non, la libération des femmes, ce n'est pas la lutte contre le mari, pour le travail, mais c'est la lutte au coude à coude contre le chômage, contre l'oppression capitaliste, qui essaie de diviser les hommes et les femmes. C'est la lutte pour le socialisme.

M.C. et T.V.

MERCREDI SOIR SUR TF 1

"virginie": la boîte à images de Ponia

«Virginie», la production de Michel Favart que TF1 nous a diffusée mercredi soir, pourrait servir de documentaire pour le compte du Ministère de l'Intérieur. Virginie est enlevée à la sortie de son école, les ravisseurs demandent une rançon. Ils ne l'auront pas grâce aux bons soins des flics et l'enfant sera rendue saine et sauve à ses parents. La police sert à quelque chose, elle doit être renforcée, voilà le thème central ! Cela dit, qu'y a-t-il de plus particulièrement révélateur dans la fiction qui nous a été présentée ? Tout d'abord qui sont les victimes des ravisseurs ? Un couple de bourgeois qui vivent dans le luxe, servis par une bonne qui, en l'occurrence est qualifiée de plusieurs épithètes : «cette idiote, cette boniche...», des bourgeois qui en un soir trouvent 50 millions grâce à la bonté du président de leur banque. Le ravisseur, c'est un «modeste employé» abandonné par

sa femme à cause de sa pauvreté et qui voulait faire fortune pour la retrouver. Au moins, on est fixé après une telle caractérisation, on sait de quel côté sont les bons et les mauvais !

On se rappelle les déclarations de Poniaowski contre les journalistes qui mettent un peu trop le nez dans ses affaires, eh bien, cela on le retrouve dans le film. Et le flic chargé de l'affaire, de soupirer devant l'indignation des parents assaillis par la presse : «Que voulez-vous, ils ont le droit à l'information, on ne peut rien faire... si ça ne tenait qu'à moi...»

Quant à l'image de la police qui nous est donnée, elle sort tout droit de la boîte à démagogie de Ponia. Ah, qu'ils étaient humains ces policiers ! Pas du tout comme ceux qui attaquent les travailleurs de Paris-Rhône.

L'inspecteur qui mène l'enquête est ferme, mais n'en perd pas pour autant la larme à l'œil. Psychologue plein de tact, il rassure et arrange tout. Autre élément encore apporté par Favart pour définir la police qu'il nous faut : nous sommes loin de Bourrel qui triomphe des bandits avec sa tête et sa pipe ; si les ravisseurs sont pris c'est grâce à un nombre de voitures de surveillance ainsi qu'à une foule de vigiles, aux

systèmes de radios : la police pour gagner à besoin de moyens, c'est ce que Poniaowski demande sans cesse !

Le Ministre de l'Intérieur vitupère, menace, envoie ses flics contre les travailleurs et comme on le voit il y a des cinéastes pour accourir et se ranger à ses côtés : cette émission en est un exemple.

Claude VILLARD



LECANUET : «LA MAGISTRATURE EST LIBRE»

Comme on le voit la campagne télévisée pour ajuster nos vues aux visées de Poniaowski est de longue haleine. Elle s'insère aussi bien dans les magazines d'actualités que sous la forme de films ou de «causeries». Cette semaine FR3 a programmé «L'homme perdu» (voir le QdP n° 45) ; mercredi soir, la soirée de TF1 a été bien orchestrée. Après avoir assisté à un rapt d'enfant et à l'arrestation du coupable, le débat d'interrogations était consacré à la justice. Tout a été fait dans le débat pour éviter de parler concrètement

de la justice aujourd'hui. Lecanuet a dû quitter le terrain philosophique pourtant, et le résultat n'a pas été brillant ! Obligé d'avouer que son rôle de défenseur de la «société» entraînait en contradiction avec les belles idées humanistes qu'il venait de développer, il a poussé le ridicule jusqu'à prétendre que «la magistrature était libre», «exempte de toutes pressions» !

Il a vite fait d'oublier ses déclarations tonitruantes sur les juges «rouges» !

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

feuilleton

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

LA SILICOSE TUE
3 MINEURS PAR JOUR

En France, 3 mineurs meurent chaque jour de la silicose. Généralement passée sous silence par les autorités, cette maladie provoquée par les conditions de travail à la mine, est la maladie professionnelle qui tue le plus. Et les ravages qu'elle provoque ne cessent de s'aggraver avec la façon dont s'effectue la modernisation de l'extraction charbonnière.

Dans les corons, il n'y a pas une famille qui n'ait au moins un des siens gravement atteint par la silicose. Beaucoup de mineurs, dès la trentaine, sont infirmes, essouffés au moindre effort, confinés dans leur maison. Avec la silicose, c'est la mort lente : contraint à l'immobilité, haletant, tousant, ne respirant plus qu'avec peine, constamment épuisé. Tout effort devient impossible. Pour les femmes, ce sont les nuits blanches passées à soigner les hommes qui s'étouffent. «Quand on tousse, on a l'impression qu'on va s'arracher : parce que le poumon est plus raide, qu'il ne fait pas accordéon et ne revient pas, au contraire il est dur et sec comme de la pierre. Il y a des mineurs silicosés qui en sont réduits à attendre la mort chez eux, obligés de respirer avec une bouteille à oxygène». Il faut

respirer avec la bouteille toutes les cinq minutes. «Comme des enfants qui têtent» (un silicosé de Bruay). La souffrance chez les mineurs fortement silicosés est telle que les cas de suicide sont fréquents.

La silicose se développe parallèlement à la modernisation de l'exploitation charbonnière. Le nombre des victimes de la silicose est de plus en plus grand. Les jeunes attrapent la silicose plus tôt qu'avant. Voici un demi-siècle, c'est à plus de 40 ans qu'on était silicosé. Aujourd'hui on l'est dès l'âge de 20 ans (des jeunes embauchés ces dernières années pour travailler au fond sont déjà silicosés).

Depuis le début du siècle où le mineur travaillait encore au fond avec le pic et la pelle et surtout depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la mécanisation a connu de grands progrès. Les machines modernes qui permettent d'abattre une quantité de charbon plus grande à la fois, dégagent aussi plus de poussière. Ce sont des quantités de poussière plus importantes qui sont remuées au fond.

«La poussière se propage dans toutes les galeries. Ceux qui ne travaillent pas dans les tailles de charbon, en prennent aussi plein les poumons. C'est comme ça qu'on a des jeunes de 20 ans qui sont

silicosés» (un mineur silicosé de Bruay).

«Maintenant avec le buquage (dynamitage) on fait sauter une plus grande surface d'un seul coup, tout le monde est plein de poussière, il n'y a pas d'endroits à l'abri». Le gars qui s'éloigne d'un côté, il reçoit de la poussière de l'autre côté où ça buque aussi, et ainsi de suite. «Celui à qui on fait redresser les queues dans les bowettes, il fera sans doute moins d'efforts musculaires mais il reçoit la poussière comme les autres».

Avec la mécanisation les poussières produites sont plus abondantes, elles sont aussi de plus en plus fines donc de plus en plus dangereuses, car se sont les particules de silice les plus fines qui pénètrent dans les poumons ; les particules plus grosses dont les dimensions sont supérieures à quelques microns, n'y pénètrent pas.

LE MASQUE :
INSUPPORTABLE !

Il y a quelques années, les Houillères ont institué le port du masque. Ce masque protecteur, imposé par la législation, n'est en fait qu'une mesure hypocrite car, concrètement, dans les conditions actuelles de travail à la mine, il est insupportable. Avec les cadences imposées, avec la

chaleur et la sueur, un tel masque étouffe celui qui le porte. Ainsi, à cause de l'insuffisance de l'aération, il faut travailler au fond en slip, et parfois à 40° et même 50°.

«Moi, je suis rabit de taille, je vous jure qu'il fait chaud. Un rien qu'on fait, on est vraiment trempé...»

—moi, c'est une chose qui m'est arrivée à Lievin, dans un chantier à 48°. J'étais au poste de l'après midi, je descendais vers 13 30. Je suis descendu et 2 heures après, vers 15 h 15 h 30, je suis tombé inanimé. Le docteur est venu, il m'a fait une piqure.

C'était un quartier où je n'étais pas le premier. J'étais le 32^e qu'on remontait, tous tombés inanimés par la chaleur». (deuxième réunion de la Commission Populaire d'Enquête - 11/1/75).

L'insuffisance de l'aération est d'autant plus durement ressentie qu'à l'heure actuelle, les tailles exploitées sont de plus en plus profondes, donc il faut travailler dans des chantiers de plus en plus chauds.

Dans ces conditions, la gêne respiratoire que le port du masque entraîne devient une véritable torture et très rares sont les mineurs qui le portent.

programme

VENDREDI 28 NOVEMBRE

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - THÉÂTRE : «LORSQUE L'ENFANT PARAIT». A. ROUSSIN
22 h 45 - LE CLUB DE DIX HEURES
23 h 15 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - CES GRAPPES DE MA VIGNE feuilleton
21 h 30 - APOSTROPHES
22 h 35 - CINE-CLUB : AU COEUR DE LA NUIT angl. v.o. s.t. de A. Cavalcanti 1945
00 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE : F.O.
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - VENDREDI la solitude
21 h 20 - CIVILISATION
22 h 10 - JOURNAL et fin

SAMEDI 29 NOVEMBRE

TF 1
14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - NUMERO 1 : ENRICO MACIAS
21 h 30 - PEYTON PLACE
22 h 15 - CATCH
22 h 50 - JOURNAL

A 2
14 h 05 - SAMEDI DANS UN FAUTEUIL
18 h 00 - PEPLUM
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LE DOCTEUR NOIR mélodrame
22 h 05 - DIX DE DER
23 h 25 - JOURNAL

FR 3
19 h 40 - UN HOMME, UN ÉVÉNEMENT
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - THALASSA
20 h 30 - LE BŒUF SUR LE TOIT
21 h 40 - LETTRES DE PARIS ET D'AILLÉ S
22 h 40 - JOURNAL

*Ce soir deuxième épisode du feuilleton «Ces grappes de ma vigne», tiré du roman de Gaston Baissette. Ce feuilleton raconte la vie des vigneronns en 1870, époque où dans le Languedoc, le phylloxera fait des ravages dans le vignoble. Nous publierons demain des éléments historiques sur cette période et sur la condition paysanne. Doré et déjà que faut-il savoir lorsqu'on regarde «ces grappes de ma vigne» ? Les plans de vigne du Languedoc ont été particulièrement touchés par le phylloxera parce que les terres sèches sont une condition de son développement. Pour les vigneronns, ce fut une catastrophe. En effet, le second empire, en introduisant le chemin de fer dans la région, avait transformé le Languedoc en lieu de production fruitière et vinicole uniquement. Pour beaucoup de métayers ce fut la ruine.

PARIS manifes tation contre Pantin 1.

Hier soir, un millier d'anti-franquistes se sont rassemblés à Paris, à l'appel du FRAP, du PCR (mi), de l'UCF, d'HR, de l'UCJR et JCMLF. Partis du métro Parmentier, les manifestants brandissaient des drapeaux républicains, et criaient leur refus du franquisme sans Franco. Alors que Giscard cautionne par sa présence l'intronisation du Pantin Juan Carlos, ils scandaient «Giscard à Madrid, complice des fascistes», «libération immédiate de tous les prisonniers politiques». Au même moment, quelques centaines de personnes se rassemblaient près de l'ambassade, à l'appel du CISE et avec le soutien du PCF. Non, ce que veulent les peuples d'Espagne, ce n'est pas les solutions proposées par les révisionnistes, mais, comme le criaient les manifestants derrière le FRAP, «ni roi, ni yankee, ni junte, république populaire et fédérative!»

giscard chez juan pantin 1

suite de la page 1

Mais Giscard n'a rien vu. L'important, pour lui, c'était de montrer à tous qu'il avait, en la personne du nouvel exploitateur des peuples d'Espagne, un fort bon ami. Si il n'a pas été le seul chef d'Etat à participer à la messe royale de Te Deum, Giscard se vante toutefois d'être le seul à avoir pris son petit déjeuner avec Juan Carlos. A cela, quoi d'étonnant ? Depuis plusieurs jours déjà, la radio et la presse bourgeoises en France s'efforcent d'accréditer la thèse d'une volonté résolue chez Juan Carlos de «rétablir la démocratie» en Espagne. De plus, Giscard-Ponia et Juan Carlos se connaissent depuis longtemps. Ils ont chassé plusieurs fois ensemble, et prétendent tous «s'estimer» mutuellement. La preuve : Giscard a affirmé que durant tout l'office religieux, il a «pensé au jeune souverain de l'Espagne qui a la responsabilité et la volonté de conduire désormais une nouvelle époque de l'histoire de l'Espagne». Une telle sollicitude de la part de Giscard ne peut que rendre encore plus suspect le «caractère» démocrate de Juan Carlos. D'ailleurs, au moment où commençait le Te Deum, la Garde Civile chargeait les 3 000 manifestants qui s'étaient rassemblés, à l'appel des Commissions ouvrières devant les gèdes franquistes de Carabanchel, pour réclamer l'amnistie des prisonniers politiques anti-fascistes. Preuve que si Giscard, filant le parfait amour avec les continuateurs du franquisme, rêve de nouveaux châteaux en Espagne, la lutte des peuples d'Espagne montre qu'ils ne peuvent être construits que sur du sable.

Camille NOËL

le peuple portugais contre l'offensive réactionnaire

A la prison de Custois près de Porto, une cinquantaine de militaires sont emprisonnés (principalement officiers ou sous-officiers progressistes). Parmi eux, Dinis de Almeida commandant du Ralis Campos de Andrade et Tome, tous les deux du commandement de la PM, dix sept autres sont recherchés (Duran Clemente de la 5^e division et Costa Martin ancien ministre du travail et gonzalviste). Otelo est chez lui, officiellement non arrêté. Il a été démissionné du COPCON qui dans la réalité n'existe plus (ses forces principales étaient la PM et le Ralis). Dans les organisations révolutionnaires, on se prépare à une entrée dans la clandestinité.

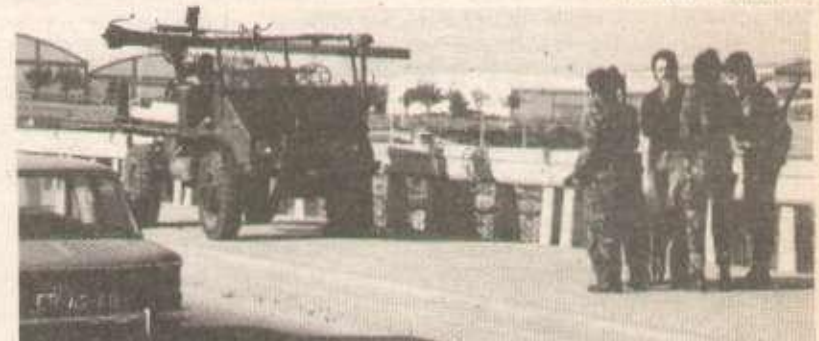
Ce qui dominait le soir du 25 c'était la volonté de se battre, d'arrêter l'offensive fasciste. Un vieux militant du PCP demandant : «quand on va nous donner des fusils ?». Ces jeunes qui venaient aux studios de télé avec un fusil mitrailleur dans leur sac. Mais c'était aussi l'expectative : qu'est-ce qui se passe ? Les travailleurs devant la caserne de RALIS demandent aux soldats : pourquoi vous restez là à rien faire ? Il faut aider les paras, il faut liquider les commandos. A mesure que

le temps s'écoulait, que les commandos avançaient impunément, réprimaient la foule (3 H du matin, à Belem sous les yeux de la PM) le PCP prenait position et demandait à ses militants de rentrer chez eux ; l'incertitude grandissait : est-ce qu'il vaut mieux rentrer chez soi ou résister ? Dans la matinée, dans la banlieue ouvrière Nord-Est, à Moscovide, les travailleurs spontanément arrêtaient le travail au passage des chars de l'école pratique de cavalerie (régiment de droite) et demandaient «est-ce qu'ils sont avec nous ? Qu'est-ce qu'on peut faire contre eux ?». Pendant la journée, des assemblées générales se sont tenues dans de nombreuses usines : le PCP appelait au travail et à l'ordre, disant que la résistance entraînait un bain de sang. Ces idées renforçaient dans les masses la confusion mais dans un secteur plus avancé de la classe ouvrière, tel SETUBAL, le sentiment était «la classe ouvrière a été trahie par les soldats et les partis politiques». Mais ce qu'il fallait faire, n'était ni facile, ni clair, à déterminer. Fallait-il, par exemple, comme le proposait le RALIS, à 3 H du matin, donner une «leçon» aux commandos puis négocier aussitôt en position de force ?

Maintenant, comment maintenir les liaisons entre les commissions d'habitants, de travailleurs, de soldats ? Comment continuer dans la voie de la révolution ? Ce sont toutes ces questions qui sont en train et qui vont être débattues dans la classe ouvrière. Ce sera la ré-

ponse à ces questions qui déterminera la suite du mouvement populaire. Comme disait un travailleur portugais, «c'est de la réponse à ces questions que dépend la révolution au Portugal».

Antoine JALLIEU



**vive la lutte
des travailleurs portugais !
MANIFESTATION**

VENDREDI 28 NOVEMBRE - 18 H 30
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

A L'APPEL DE :
PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)
COMITÉ PORTUGAL POUR L'INFORMATION ET LE SOUTIEN
O.C.-G.O.P., O.C. RÉVOLUTION

le défilé à Madrid

l'Espagne paradis des investisseurs impérialistes

Bien que le fascisme se présente volontiers comme un nationalisme, en réalité, l'oligarchie financière et foncière espagnole a entièrement bradé le pays d'abord et surtout aux Etats-Unis, puis aux pays européens. Les raisons de cette braderie sont multiples, mais elle s'explique par le relatif isolement politique du franquisme au lendemain de la guerre, conjugué au contexte de la guerre froide et de la recherche systématique d'alliances anti-communistes par les Etats-Unis. Ces deux facteurs ont abouti à la signature des accords de 1953 avec les Etats-Unis, accords politico-militaires, mais aussi économiques, et ils avaient été précédés par le soutien des USA à l'entrée de l'Espagne à l'ONU. D'autre part, la politique d'investissement à outrance des Etats-Unis ne concerne pas que l'Espagne, mais l'ensemble des pays européens aux prises avec les difficultés de la reconstruction (Plan Marshall) : dans ce contexte, l'Espagne était pour les américains une proie d'autant plus facile qu'elle était plus arriérée économiquement que n'importe quel autre pays. Du fait de sa formation sociale avec un secteur capitaliste très faible, l'accumulation de capital était insuffisante pour permettre un essor économique suffisant. C'était pourtant pour le franquisme la seule justification possible et la condition d'un ralliement de certaines couches sociales et de l'élargissement de sa base sociale avec la création des «classes moyennes». Mais la raison fondamentale, c'est que le fascisme instaurant la terreur, la répression la plus sanglante contre la classe ouvrière et le peuple, en essayant d'empêcher les grèves, en bloquant les salaires (Plan de Stabilisation de 59), a offert à

l'impérialisme étranger des conditions privilégiées pour la surexploitation et l'extorsion de surprofits. Telles sont les principales raisons, politiques et économiques qui ont favorisé la colonisation de l'Espagne.

La création de ces classes moyennes, les ravages exercés par la pénétration sauvage des capitaux américains et le rôle restreint dans lequel ces couches ont été cantonnées, ont certainement joué un rôle dans l'ouverture à l'Europe, qui s'est accélérée depuis 68.

FORMES ET CADRE JURIDIQUE DE LA PÉNÉTRATION ÉTRANGÈRE

A partir de 59, le franquisme ouvre les vannes à la pénétration étrangère. A partir de cette date, l'Espagne se transforme en une vaste concession : dans une sorte de charte des investissements, le point 1 prévoit «la liberté absolue des investissements (sans discrimination ni limitation d'aucune sorte) jusqu'à 50% du capital d'une entreprise» ; au delà de ce chiffre, il faut une autorisation spéciale du Conseil des ministres. Notons au passage que les plus grands oligarques espagnols sont aussi les plus grands dignitaires du régime franquiste. Le point 3 affirme la garantie de transfert des bénéfices en devises sans limitation d'aucune sorte, et le point 5 la disponibilité totale des crédits.

Le démarrage des investissements étrangers coïncide avec le Premier Plan du fascisme, le

Plan de Stabilisation de 59, conçu et impulsé par la technocratie de l'OPUS DEI.

Si les formes traditionnelles sont en déclin (achat de valeurs en bourse), en revanche, les prises de participation, majoritaires ou non, et les créations de filiales ont connu un essor considérable depuis 62, à tel point que bien souvent, certains petits industriels se sont retrouvés des agents d'antennes commerciales des trusts étrangers.

Une des formes de pénétration qui a aussi pris le plus d'importance depuis 62, c'est la véritable vente de l'Espagne «par parcelles», c'est-à-dire, l'achat d'immeubles et de terrains, lié au boom touristique.

QUELLE EST AUJOURD'HUI LA REALITÉ DE LA COLONISATION ÉTRANGÈRE ?

Entre 59 et 73, les investissements étrangers se sont multipliés par 7. Dans les mille plus grandes entreprises espagnoles, le tiers du capital est étranger et les impérialistes occupent une position dominante dans les secteurs clefs : non seulement dans les points traditionnels de pénétration (secteur minier et industries dérivées), mais plus de 30% de la chimie, la totalité des industries pharmaceutiques et dans des secteurs «nouveaux» de la consommation, par exemple, 50% des produits d'entretien. Une des caractéristiques de la pénétration américaine, c'est de prendre position dans l'industrie alimentaire (23%) et de s'infiltrer dans les circuits en amont, provoquant la ruine de milliers de petits paysans.

AUJOURD'HUI LA MOITIÉ DES ÉCHANGES SE FAIT AVEC LE MARCHÉ COMMUN.

Depuis 68, les pays de la CEE ont pris position en Espagne et la France occupe une place de choix. Parmi les entreprises françaises installées en Espagne, il y a bien sûr Renault et Citroën, mais aussi des sociétés comme Babcock-Wilcox, la société Française des Pyrites de Huelva, Michelin, sans oublier une présence importante des banques (Crédit Lyonnais) et des assurances (Assurances Générales, l'Union, etc...). Un exemple significatif : «Los altos hornos de viscaya», qui jusque là travaillait exclusivement avec les américains fait aujourd'hui appel à des techniciens français. Or cet accroissement des échanges avec la CEE coïncide avec le Second Plan de Développement (68/71) et ce dernier est inspiré des plans français. Là aussi, on trouve la main de la toute-puissante Opus Dei.

Ce que Giscard est allé faire au Te Deum d'intronisation de Juan Carlos, ce qu'est allé faire l'allemand Scheel est donc parfaitement clair : il y est allé en tant que représentant des intérêts de la bourgeoisie française, intérêts suffisamment importants pour qu'il soutienne S.M. Pantin 1, qu'il essaie de lui donner une caution libérale, destinée à maintenir le plus longtemps possible la stabilité et la continuité nécessaires à la poursuite de l'exploitation des masses espagnoles. Que Giscard prenne garde : les masses espagnoles savent que les bijoux de la couronne, ça s'enlève ! Les intérêts de la bourgeoisie française ne sont donc pas en sécurité, car partout où il y a oppression, il y a révolte.